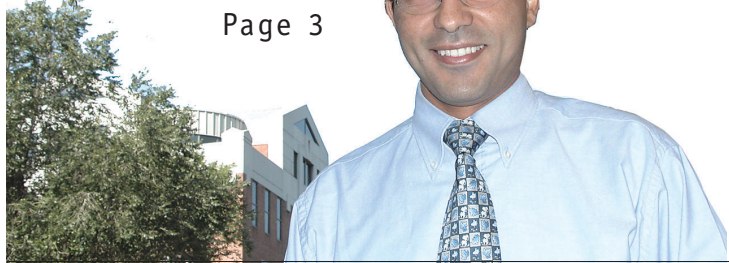


Un étudiant déjà
à l'œuvre à l'OACI,
Féthi Chebil

Page 3

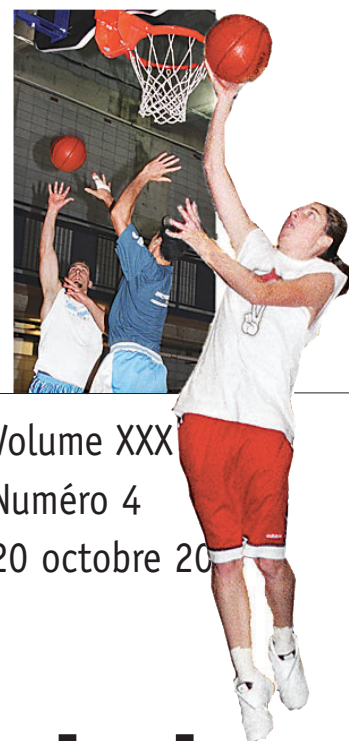


L'UQAM DÉCERNE
SEPT DOCTORATS
HONORIFIQUES

Pages 4 et 5

Basketball :
le dessus
du panier !

Page 12



Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXX
Numéro 4
20 octobre 20

Adaptation aux climats : défi du Sahel

Claude Gauvreau

Nombreux sont ceux, peut-être, qui ont oublié les images de la terrible sécheresse qui a frappé, dans les années 70, les pays du Sahel en Afrique. «Presque 30 ans plus tard, les pays de cette région connaissent encore de longues périodes sans pluie ou, au contraire, des pluies abondantes. Les populations locales subissent ainsi parfois des situations climatiques extrêmes, chaotiques, qui exigent des réactions rapides et efficaces», explique le professeur Laurent Lepage, titulaire de la Chaire d'études des écosystèmes urbains.

M. Lepage et son collègue Louis Simard, chercheur à la chaire, ont séjourné au Sahel récemment. Au cours des deux prochaines années, ils travailleront avec des chercheurs africains à appuyer la réalisation de cinq projets-pilotes d'adaptation aux changements climatiques au Niger, au Mali et au Burkina-Faso. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre plus large d'une entente de coopération scientifique signée en novembre 2002 entre Environnement Canada, l'ACDI et le Centre régional africain AGRHYMET (voir encadré). L'objectif de cette entente financée par l'ACDI était d'aider neuf pays du Sahel à accroître leurs capacités d'adaptation aux variations climatiques dans des secteurs aussi névralgiques que ceux de l'agriculture, de l'élevage ou de la gestion des ressources hydriques.

Réduire la vulnérabilité

Pour chacun des projets-pilotes, les chercheurs de la chaire assisteront des équipes africaines à définir des stratégies de recherche, à préparer des



Enfants partant aux champs sur la route entre Niamey et Tahou au Niger.

questionnaires d'enquête, ainsi qu'à faire la cueillette et l'interprétation des données sur les ressources en eau, la fertilité et la productivité des sols, etc. «Si Environnement Canada nous a contacté, c'est en raison de notre capacité à jeter des ponts entre la théorie et l'action en ce qui a trait à la gestion de l'environnement», explique Laurent Lepage.

Grosso modo, il s'agit de réduire la vulnérabilité des populations locales à l'égard des changements climatiques tout en renforçant leur capacité à trouver et à mettre en œuvre des solutions. Comment ? «En élaborant, entre autres, des modèles régionaux du climat, en appliquant la science des prévisions météorolo-

giques saisonnières», de répondre M. Lepage. «Ces connaissances peuvent non seulement favoriser l'adaptation aux changements mais aussi contribuer à trouver de nouvelles façons de faire de l'agriculture ou de gérer l'eau». Le défi consiste également à jumeler le savoir traditionnel des populations avec les nouveaux outils d'information, ajoute Louis Simard. «Pourquoi ne pourrait-on pas s'inspirer des pratiques des communautés locales qui, dans le passé, ont connu du succès.»

Afin de prendre des mesures efficaces pour prévenir ou éviter les catastrophes, on doit réfléchir à comment les autorités sur place peuvent utiliser les connaissances scienti-

fiques, tout en étant à l'écoute des gens, soutient M. Lepage. «L'implantation de règles de transparence et de mécanismes de participation auprès des populations font désormais partie de la nouvelle donne en matière de gouvernance de l'environnement.»

Apprendre la concertation

Un des principaux objectifs du projet est de développer des cadres de concertation entre des groupes d'acteurs dont les intérêts peuvent être différents, voire divergents. «La question est de savoir comment des fonctionnaires gouvernementaux, des scientifiques et des représentants de la société civile peuvent se concerter et négocier entre eux en vue de trou-

ver des solutions communes, viables et durables, à des problèmes environnementaux. Cela exige de posséder une bonne connaissance, non seulement des écosystèmes mais aussi des dynamiques sociales d'interaction entre les acteurs. Une condition essentielle pour parvenir à des compromis», affirme M. Lepage.

Au Sahel, les contextes géographiques, économiques, culturels et politiques varient beaucoup d'un pays à l'autre, poursuit Louis Simard. «Par exemple, dans certaines régions, de fortes tensions existent entre les agriculteurs et les éleveurs. Ainsi, la désertification provoque des déplacements de populations, lesquels entraînent parfois des conflits d'usage autour de la gestion de l'eau. Sans parler des querelles interethniques ou politiques. Les observations sur le terrain doivent être filtrées par nos partenaires africains, des agronomes, des hydrologues et des météorologues, qui connaissent mieux que nous les dynamiques locales. Au fond, nous sommes là pour travailler dans un esprit de collaboration et non de direction.»

Les deux chercheurs tiennent à préciser que même si les approches méthodologiques des problèmes sont différentes, les questionnements sont sensiblement les mêmes en Afrique et au Québec : l'information pourra-t-elle circuler librement, comment arriver à



Visite de terrain à Gourcy au Burkina Faso avec des agriculteurs, des représentants du ministère de l'Agriculture et des chercheurs de l'Institut national de l'environnement et de la recherche agricole (INERA).

Le Centre AGRHYMET

- Créé en 1974 et basé au Niger, le Centre régional AGRHYMET (agriculture, hydrologie, météorologie) est une institution du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) regroupant neuf États membres : le Burkina-Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad;
- Sa mission consiste à promouvoir l'information et la formation dans le domaine de l'agro-écologie. Le Centre est spécialisé dans les sciences et techniques applicables aux secteurs du développement agricole, de l'aménagement de l'espace rural et de la gestion des ressources naturelles;
- Ses objectifs principaux sont de contribuer à la sécurité alimentaire et à l'augmentation de la production agricole dans les pays membres du CILSS et d'aider à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles dans la région du Sahel.

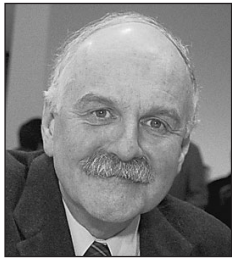
Suite en page 2 ►

Chevalier des arts et des lettres



Le professeur **Marcel Caya** du Département d'histoire a reçu le titre de Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres de la République française pour sa contribution au rayonnement de la langue et de la culture françaises au Canada, ainsi que pour son rôle exceptionnel au sein de la communauté archivistique francophone dont il est un des membres les plus actifs.

À l'Académie des lettres du Québec



Le professeur **Georges Leroux** du Département de philosophie a été élu à l'Académie des lettres du Québec. Rappelons que cette institution littéraire, fondée en 1944, réunit des écrivains et des écrivaines qui ont le souci de défendre la langue française au Québec et de jeter un éclairage sur les œuvres d'autres écrivains, notamment par l'attribution de prix littéraires et l'organisation d'un colloque annuel. De plus, l'Académie organise la Rencontre québécoise internationale des écrivains qui relie la littérature québécoise aux littératures du monde. M. Leroux sera officiellement reçu à l'Académie dans quelques semaines.

un consensus avant de prendre une décision, comment faire vivre financièrement les structures de concertation ?

À partir de son expertise développée au Québec, la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains commence à prendre racine ailleurs parce qu'elle a démontré que ses modèles de recherche étaient souples et pertinents, souligne M. Lepage qui a déjà participé à des missions à l'étranger. «En mars prochain, invités par le gouvernement français, nous participerons à une rencontre internationale sur les mécanismes de concertation et de décision en gestion de l'environnement. C'est une autre forme de reconnaissance de notre travail.»

Selon MM. Lepage et Simard, le projet au Sahel comporte pour eux une leçon d'humilité. «La recherche produite dans une institution comme l'UQAM peut-elle s'arrimer à des pratiques différentes à l'autre bout du



Photo : Michel Giroux

Laurent Lepage, titulaire de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains et Louis Simard, chargé de cours à l'Institut des sciences de l'environnement et chercheur à la chaire.

monde ? Comment des chercheurs appartenant à des univers aussi contrastés peuvent-ils parvenir à dialoguer ? Ces questions nous obligent à faire preuve d'ouverture et de flexibi-

lité, à nous débarrasser des idées préconçues, à faire place à l'imagination et à la créativité. Bref, accepter, comme les ethnologues, de se laisser surprendre par les faits.» ●

Les essentiels bénévoles de la campagne

Céline Séguin

Une campagne de financement sans bénévoles, c'est comme une Caramilk sans caramel... Le succès de l'une repose sur l'autre. À l'heure où la campagne de la communauté universitaire bat son plein, le Journal a rencontré Michel Lizée et Maryse Fortin qui, tous deux, ont accepté de «prendre position» pour l'institution et ses projets d'avenir.

Pour l'accès aux études

Michel Lizée, coordonnateur au Service aux collectivités (SAC), est coprésident du Cercle de la communauté universitaire pour le personnel de soutien. S'il a décidé de s'impliquer dans la campagne c'est d'abord parce que les enjeux liés à la démocratisation de l'éducation l'interpellent.

«Depuis 1996, tous les employés du SAC cotisent à un fonds permettant d'octroyer des bourses à des étudiants dont les projets de mémoire ou de thèse ont l'appui d'un groupe syndical, de femmes ou communautaire. C'est une façon concrète de les encourager à poursuivre et réussir leurs études. Si on veut que l'université soit accessible, il faut non seulement favoriser l'entrée des étudiants mais encore leur offrir un soutien durant les études. C'est fondamental et je pense que c'est un sentiment que partagent plusieurs employés.»

À preuve, les employés réagiraient très favorablement aux nouvelles bourses Carole-Corbeil. La Fondation a en effet discuté avec le SEUQAM pour élargir ce fonds afin de pouvoir octroyer des bourses au mérite aux enfants ou aux petits-enfants des employés actifs ou retraités. «On a contacté les proches de cette employée fort appréciée et malheureusement décédée pour savoir s'ils approuvaient l'initiative. Ils nous ont assuré que Carole en aurait été heureuse car l'accès et le soutien aux études, elle y croyait. Or, l'UQAM a accepté d'ouvrir ses portes au plus grand nombre. Ici, les étudiants sont souvent issus des mêmes milieux que les employés. Si on peut faire notre part pour les aider à diplômé, ce sera fantastique!»

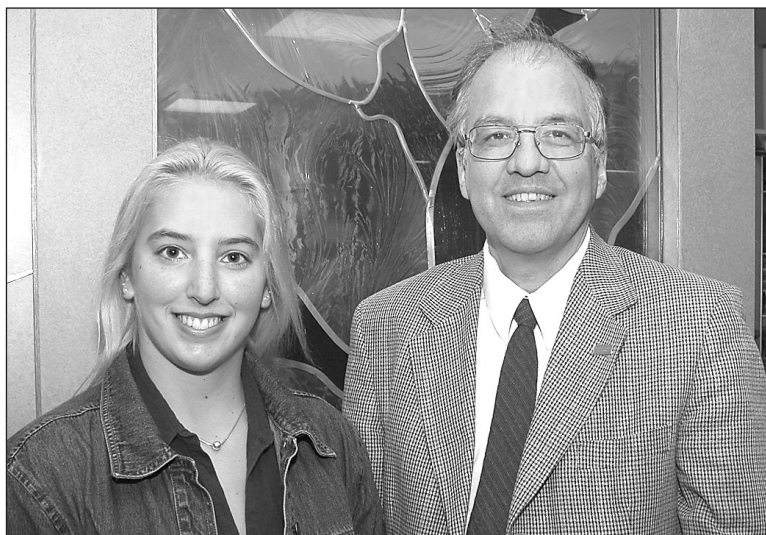


Photo : Michel Giroux

Maryse Fortin et Michel Lizée, respectivement étudiante et professionnel à l'UQAM. Deux bénévoles majeurs pour une campagne qui l'est tout autant!

L'initiative, dit-il, est aussi intéressante en ce qu'elle montre que les employés sont sur l'écran radar de la Fondation. «À l'époque où j'étais président du SEUQAM, les employés siégeaient nulle part. Aujourd'hui, on est présent dans les instances et les conseils facultaires. On n'a peut-être pas encore toute la place qu'on mérite mais la reconnaissance est là. Le fonds Carole-Corbeil s'inscrit dans ce mouvement en rendant visible notre contribution.»

L'importance du geste

Michel Lizée rappelle que l'objectif de la campagne – 50 M \$ – est ambitieux. «Or, la première chose qu'on se fait demander par les grands donateurs potentiels c'est toujours : vos gens croient-ils aux objectifs de la campagne? Aussi, si chacun pose un petit geste, ce seront autant de gouttes de pluie qui feront grossir la rivière. En tant qu'employés, on peut avoir un effet de levier important!»

Pour accomplir sa mission, Michel Lizée et sa collègue, Suzanne Amiot, ont rassemblé une équipe de bénévoles provenant des secteurs bureau, métiers et services, technique et professionnel. «On fait de l'information et de la sensibilisation. L'accent est mis sur le geste plutôt que sur l'importance du don. On veut que chacun se sente à l'aise avec le montant qu'il peut donner. Si c'est 2 \$ par paye, c'est correct et ce sera apprécié», précise-t-il.

Une lettre signée par Michel Lizée et Suzanne Amiot, accompagnée

d'un dépliant de la Fondation, viennent ainsi d'être envoyés à tous les employés. «On lance l'appel en informant nos collègues des divers programmes auxquels ils peuvent contribuer. Ainsi, les gens pourront choisir ce qui leur tient à coeur, un projet facultaire, les bourses Carole-Corbeil, l'accroissement des ressources en bibliothèques... Si un employé sur six pose un geste, je serai heureux.»

Mon université, j'y crois!

Finissante au bac en éducation préscolaire et enseignement au primaire, Maryse Fortin est coprésidente associée du Cercle de la communauté

universitaire auprès des étudiants. Très impliquée, elle est membre du Comité de la vie étudiante (CVE), participe à ses sous-comités et s'investit dans son association de programme. «Je suis fière d'étudier à l'UQAM. Quand on m'a approchée pour participer à la campagne, j'ai accepté sans hésitation!»

Avec son collègue Éric Paquette, elle informe les étudiants des enjeux et des objectifs de la campagne. «C'est surtout un travail de sensibilisation et de mobilisation. On va aussi rencontrer des associations facultaires pour les inciter à trouver des activités de financement.»

Déjà, l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AESG) a décidé d'allouer à la Fondation 25 sous par bière vendue lors de son party de rentrée. Résultat, un montant de 500 \$ sera remis à la Fondation, puis réinvesti dans le centre de documentation de l'ESG. Du côté de l'Association des étudiants et étudiantes des sciences de l'éducation (ADEESE), on pense à organiser un party de Noël. «Les dons peuvent servir à des bourses d'études ou autres formes de soutien associées au FARE, à des projets facultaires, aux chaires, etc.»

Devant des étudiants qui lui disent parfois «On paie assez cher, pourquoi donner plus?», Maryse répond en

présentant les grands projets de l'UQAM, ainsi que les besoins qui pourront être comblés si la campagne est un succès. «On rappelle aussi que c'est la première fois que les étudiants sont intégrés au processus, une occasion de montrer qu'on soutient notre université. On connaît la situation financière des étudiants alors on évite la sollicitation individuelle. On n'a pas d'objectif à atteindre si ce n'est d'informer la communauté. Tout geste sera considéré comme un gain. Si on mobilise quatre ou cinq associations facultaires sur les sept, on sera très content!»

Maryse Fortin et Michel Lizée ne sont pas seuls dans l'aventure. D'autres bénévoles ont été recrutés parmi les chargés de cours, les professeurs, les cadres et le personnel de soutien non syndiqué, sans oublier les retraités de l'Université. Nous y reviendrons dans une prochaine édition ●

L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service des communications, Division de l'information.

UQAM

Université du Québec à Montréal, Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal :

Angèle Dufresne

Rédaction :

Anne-Marie Brunet, Claude Gauvreau, Michèle Leroux, Céline Séguin

Photos :

Michel Giroux, Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique :

Jean Gladu, designer

Infographie :

Service des communications, Division de la promotion institutionnelle.

Publicité :

Rémi Plourde (987-4043)

Impression :

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal :

Pavillon Judith-Jasmin J-M330
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306

Adresse courriel :

journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal :

www.journal.uqam.ca/
Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal L'UQAM à www.journal.uqam.ca/redac.htm
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Quelques exemples du coût réel d'un don par déduction salariale			
Don (par paie)	Coût net * (par paie)	Don annuel (26 paies)	Coût net * (26 paies)
5 \$	3,33 \$	130 \$	86,58 \$
10 \$	6,41 \$	260 \$	166,66 \$
20 \$	11,99 \$	520 \$	311,74 \$
30 \$	17,57 \$	780 \$	456,82 \$
50 \$	28,73 \$	1 300 \$	746,98 \$
* coût net du don après crédit d'impôt provincial et fédéral 2003			

Bourses octroyées par la Fondation de l'UQAM en 2002-2003		
1 ^{er} cycle	188 bourses	220 330 \$
2 ^e cycle	68 bourses	160 600 \$
3 ^e cycle	23 bourses	74 800 \$
Postdoctorat	1 bourse	3 000 \$
TOTAL	280 bourses	458 730 \$
Au total depuis la création de la Fondation de l'UQAM	3 233 bourses	8 054 002 \$

Quand la gestion de projet a des ailes

Michèle Leroux

Directeur d'un aéroport international à l'âge de 27 ans, expert international accrédité par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en matière d'aéroports et de gestion des crises du transport aérien, et mandaté par cet organisme pour élaborer une stratégie d'assistance aux États membres en vue de l'implantation des passeports lisibles à la machine, Féthi Chebil a plus d'une corde à son arc.

Pourquoi ce Tunisien d'origine, qui ne manque pourtant pas d'offres intéressantes, a-t-il choisi l'UQAM? «Il n'y a, au monde, qu'un seul programme francophone de maîtrise en gestion de projet, et c'est à l'UQAM qu'il se donne. C'est un programme à l'image de l'institution, avec un esprit avant-gardiste et innovateur. Voilà ce qui m'a attiré ici, et voilà ce qui m'y retient.» C'est par l'entremise du professeur Michel Plaisent du Département management et technologie, rencontré en Tunisie lors de séminaires de recherches, que M. Chebil a découvert l'UQAM. «Il m'a fourni une aide précieuse au plan administratif, et il est devenu mon mentor.»

Au Québec comme ailleurs, la gestion de projet constitue une nouvelle tendance en plein développe-

ment. La plus importante association internationale des professionnels de ce domaine, le Project Management Institute (PMI), regroupe au-delà de 100 000 membres, dont plus de 1 200 sont affiliés au chapitre de Montréal. De plus en plus d'entreprises ont recours à ce mode de gestion qui désigne l'application de connaissances, d'habiletés, de méthodes et d'outils permettant de réussir des projets, en atteignant les objectifs dans le respect des échéanciers et des budgets impartis. «La gestion de projets est définitivement la voie de l'avenir», assure M. Chebil.

Technologie et passeports

En septembre dernier, l'OACI confiait à M. Chebil un projet auquel elle accorde une grande importance, en raison de son envergure mondiale et de son impact international. À partir des outils et méthodes de la gestion de projet, l'étudiant devra définir et planifier une stratégie permettant d'aider les États membres à utiliser des documents de voyage lisibles à la machine. À ce jour, quelque 700 millions de passeports, visas ou pièces d'identité utilisant la technologie connue sous l'appellation MRTD (Machine Readable Travel Documents) ont été délivrés par une centaine d'États membres.

«Le MRTD est un outil fiable et ef-

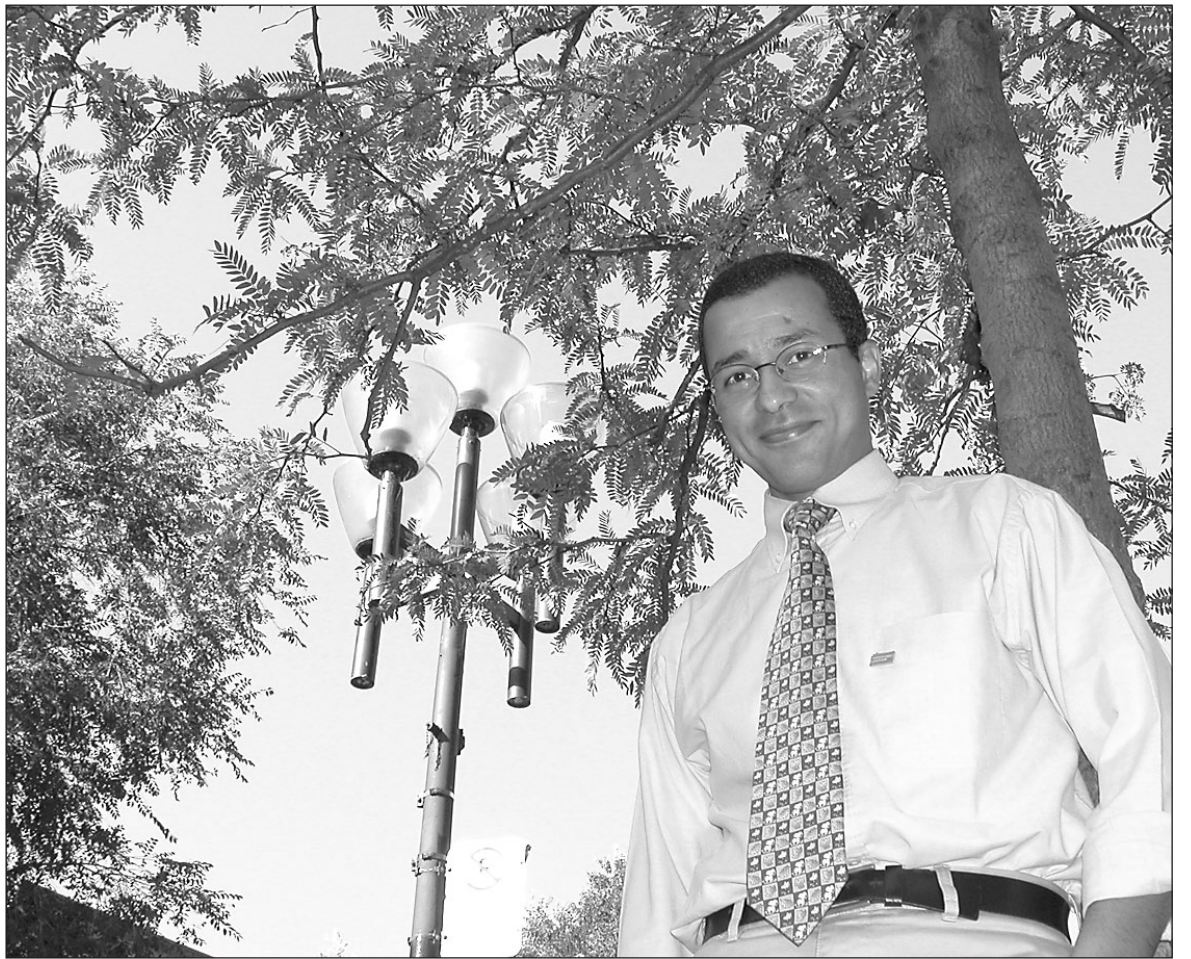


Photo : Michel Giroux

Féthi Chebil, étudiant à la maîtrise en gestion de projet.

ficace qui est utilisé depuis longtemps au Canada, aux États-Unis et en Australie. Cela permet d'accélérer le flux des passagers aux points de contrôle des aéroports et de renforcer le niveau de sécurité du transport aérien, explique M. Chebil. Mais de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud auront besoin de soutien pour mettre le système en place.»

Une fois les attentes de l'OACI précisées, le travail de M. Chebil consistera à identifier les composantes de l'environnement du projet, les parties prenantes, les différentes options et les risques qui y sont reliés, de même que la stratégie de réa-

lisation, les ressources et les échéances. Des pistes de financement devront être explorées, notamment avec la Banque mondiale et le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Les résultats de ce projet, qui s'intègre aux recherches menées par M. Chebil dans le cadre de la maîtrise en gestion de projet, devront être déposés le 20 février prochain, soit un mois avant la 12^e session de la division «Facilitation» de l'OACI, qui se tiendra au Caire du 22 mars au 2 avril 2004 sur le thème : Gestion de la sûreté pour la facilitation opérationnelle du transport aérien.

«Ce qui m'intéresse, explique M. Chebil, ce n'est pas l'angle du commerce ou du profit, mais plutôt le dé-

veloppement du transport aérien à des fins de paix.» Cette approche m'a aussi guidé dans un projet antérieur portant sur la réutilisation par les pays africains des avions inutilisables dans les pays développés en raison du niveau de bruit, tels les Boeing 727.» Ce travail lui a d'ailleurs valu le prix Raymond J. Rasenberger du Conseil international des aéroports. «L'UQAM, avec ses idées progressistes, est donc beaucoup plus proche de mes valeurs», ajoute l'étudiant qui envisage d'ailleurs d'y entreprendre un doctorat en administration, une fois la maîtrise complétée.

En raison de son statut actuel d'étudiant étranger, M. Chebil ne peut ni travailler à l'extérieur du campus, ni être éligible aux bourses des organismes subventionnaires. Les frais de scolarité qu'il doit assumer frisent les 4 000 \$ par trimestre. «Mais il y a eu des anges sur ma route», tient à préciser M. Chebil. L'équipe d'Anne Roussel à la Fondation de l'UQAM a vite repêché l'étudiant en gestion de projet, et l'a intégré à l'équipe responsable de la planification stratégique de la campagne de développement.

Des dons, pour les étudiants

Non seulement M. Chebil peut-il, à la Fondation comme à l'OACI, mettre à profit ses compétences et sa formation en gestion de projet, mais il s'est en outre avéré un ardent défenseur de l'UQAM et de la nécessité de la soutenir. «Il faut donner. Les dons sont très importants. Pas pour la réussite de la campagne, mais pour celle des étudiants. Il leur faut des bourses, du matériel informatique, des ressources... Et qui dit réussite des étudiants dit rayonnement, ce qui amènera plus de ressources, pour plus de réussites... C'est ainsi que la roue tourne.»

Mais à quoi rêve cet uqamien d'adoption? «À une Chaire de recherche en transport aérien, à l'UQAM. Il nous faut absolument développer la recherche en gestion de projet. On forme, mais on n'a pas de lieu de recherche. Alors cette Chaire, c'est mon objectif», conclut-il.

L'OACI en bref

Créée en 1944, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) vise à promouvoir le développement sûr et ordonné de l'aviation civile dans le monde. Institution spécialisée des Nations Unies, elle établit les normes et règles internationales nécessaires à la sécurité, à la sûreté, à l'efficacité et à la régularité du transport aérien. Elle est l'instrument de la coopération entre ses 188 États contractants, dans tous les domaines de l'aviation civile.

CHOQ, la radio de l'AVENIR

La radio étudiante de l'UQAM, CHOQ.fm, a remporté une bourse de 4 000 \$ au 5^e Gala Forces AVENIR qui s'est tenu le 8 octobre dernier au Grand Théâtre de Québec. C'est dans la section «Société, communication et éducation» que CHOQ a rafilé un prestigieux trophée AVENIR, damant ainsi le pion à deux autres projets d'envergure, Débathon et Péd@linux, initiés par des étudiants de l'Université de Sherbrooke et de l'UQAR.

Avec son bassin de 200 étudiants bénévoles, son infrastructure favorisant les partenariats et les apprentissages, sa philosophie proactive, ses idées novatrices et ses projets rassembleurs, la radio CHOQ a séduit les membres du jury composé de Robert Nadeau, chef du développement des émissions à RDI, de Julie Gagnon, directrice de la diffusion au Musée de la civilisation, et de Jean David, vice-président, développement international, Prépayé ICP Intercontinental.

Rappelons que le Gala Forces AVENIR rend hommage «aux leaders étudiants qui ont à cœur de rendre le monde meilleur en consacrant temps et énergie, en plus de leurs études, à la réalisation de projets dans toutes les sphères de la société». Pas moins de



Photo : Michel Giroux

L'équipe de CHOQ.fm arbore des sourires radieux et un trophée AVENIR brillant de mille feux! À l'arrière plan, les deux Éric Lefebvre, respectivement directeur de la programmation et coordonnateur de la radio. À l'avant plan, dans l'ordre habituel, Stéphane Bougeant, Guillaume Ferland, Geneviève Doré, Marie-Ève Brouard et Charles-Albert Ramsay.

65 organisations, 17 universités, 10 recteurs et diverses personnalités ont pris part à l'événement qui a rassemblé 450 personnes. Animée par Gregory Charles, la soirée a été l'occasion

de décerner 114 000 \$ en bourses aux étudiants méritoires sélectionnés parmi les 21 projets et les 12 personnalités en lice pour les différents AVENIR. Ajoutons qu'au départ, 209 projets et

candidatures avaient été soumis à l'organisme. Bravo à l'équipe lauréate de l'UQAM! ●

L'UQAM décerne sept doctorats honorifiques

L'Université du Québec à Montréal est heureuse de décerner sept doctorats honorifiques cet automne aux personnalités suivantes : Mme Lise Bissonnette (sur recommandation de la Faculté des lettres, langues et communications); M. Olivier Jean Blanchard (École des sciences de la gestion); M. Pierre Dansereau (Faculté des sciences); M. Henri Dorion (Faculté des sciences humaines); Père Emmett Johns (Faculté des sciences de l'éducation); M. Camille Limoges (Faculté des sciences et Faculté des sciences humaines) et M. John R. Porter (Faculté des arts). Déjà au printemps 2003, l'UQAM décernait un doctorat honorifique au juge Philippe Kirsch sur la recommandation de sa Faculté de science politique et de droit.

Olivier Jean Blanchard



L'économiste français Olivier Jean Blanchard a fait carrière aux États-Unis, dans deux des plus prestigieuses universités de ce pays. Après avoir obtenu son doctorat du Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1977, il enseigne à l'Université Harvard jusqu'en 1982, puis au MIT où il est présentement directeur du Département des sciences économiques.

Cet universitaire spécialisé en macroéconomie a travaillé sur un très grand nombre de questions cruciales à l'élaboration de politiques économiques : la nature du marché du travail, le rôle de la politique monétaire, l'évolution du chômage, ainsi que

la transition des anciens pays socialistes vers une économie de marché. Deux thèmes de recherche ont particulièrement retenu son attention au cours de sa carrière : la détermination des taux d'intérêt au niveau mondial et la dynamique de l'inflation. Au cours des dix dernières années, il s'est aussi intéressé, de façon étroite, au phénomène de l'augmentation du chômage en Europe et aux politiques susceptibles de le réduire.

Ses recherches ont beaucoup contribué, au cours des 20 dernières années, à la renaissance de la pensée keynésienne. Pour Olivier Blanchard, la science économique, contrairement à ce que certains prétendent, n'est pas stérile ni coupée de la réalité. Elle se caractérise aujourd'hui par son pragmatisme. Pour que les marchés se portent bien, les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer, qu'ils remplissent plus ou moins bien, et celui des économistes est de les aider, au cas par cas, soutient-il.

Excellent pédagogue et vulgarisateur de premier plan, Olivier Blanchard est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages scientifiques et de quelque 150 articles. De plus, il signe régulièrement des textes d'opinion dans le quotidien français *Libération*, phénomène plutôt rare chez les économistes de son calibre.

Pierre Dansereau



Photo : Andrew Dobrowolskyj

Considéré comme le «père de l'écologie» au Québec, Pierre Dansereau est mondialement reconnu pour son expertise en géobotanique et en biogéographie. La célèbre *Encyclopaedia Britannica* a d'ailleurs souligné ce caractère de pionnier de l'écologie qui lui est attribué. L'un des fleurons de l'UQAM – l'Institut des sciences de l'environnement – s'est largement inspiré des concepts de cet éminent scientifique dans le développement de ses recherches.

Né à Montréal, Pierre Dansereau obtient en 1939 un doctorat ès sciences de l'Université de Genève. Au cours de sa longue et fructueuse carrière, il a été professeur invité dans plusieurs universités à travers le monde. De

nombreuses missions l'ont conduit en Amérique du Sud, en Europe, en Afrique, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon et en Chine. Il a occupé différents postes de direction, d'enseignement et de recherche, notamment au Service de biogéographie du Québec, aux Jardins botaniques de Montréal et de New York, à l'Université de Montréal, à l'Université du Michigan, à l'Université Columbia. Depuis 1971, il enseigne et dirige des recherches en sciences de l'environnement à l'UQAM. Professeur émérite depuis 1989, il a reçu plus d'une quinzaine de doctorats honorifiques et publié au-delà de 600 écrits scientifiques.

Mentor et modèle pour plusieurs générations d'étudiants, le professeur Dansereau a d'abord effectué des travaux sur la dynamique des forêts pour ensuite déployer ses recherches autour de trois grands axes : les sciences naturelles, l'écologie humaine, l'humanisme et l'éthique. Ce visionnaire et humaniste passionné a su appliquer ses connaissances dans des domaines variés et multiples : botanique, écologie végétale, aménagement du territoire, urbanisme, logement, etc.

Chercheur engagé, Pierre Dansereau prétend que «nos faillites sont des faillites de l'imagination», car nous disposons des moyens nécessaires pour renverser le courant en faveur d'une exploitation sensée des ressources planétaires.

Lise Bissonnette



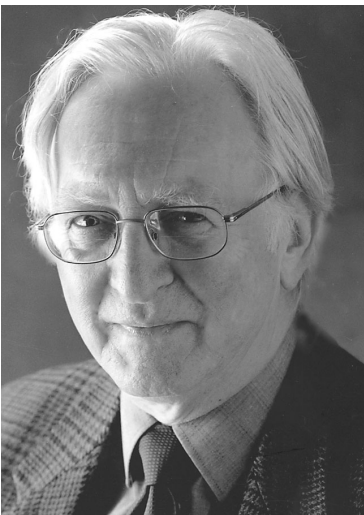
Photo : Jacques Grenier

Lise Bissonnette a débuté sa carrière à l'UQAM où elle participe, à la fin des années 60, à la définition des objectifs pédagogiques de l'institution. Elle est embauchée par Claude Ryan, en 1974, au quotidien *Le Devoir* à titre de responsable du vaste dossier de l'éducation. Jusqu'en 1986, elle est tour à tour correspondante parlementaire à Québec et à Ottawa, éditorialiste puis rédactrice en chef de ce journal, l'un des plus influents au pays. De 1986 à 1990, Lise Bissonnette fait sa marque à titre de journaliste indépendante. Sa signature apparaît notamment dans les pages du magazine *L'Actualité* et des quotidiens *Le Soleil* et *le Globe & Mail*. Son public est large et ses idées alimentent sans cesse le débat public.

Elle revient par la suite au *Devoir* en 1990, cette fois pour en prendre la direction. Première femme au pays à occuper ce poste prestigieux, elle assure le redressement financier du journal et révisse en profondeur son contenu. Ses éditoriaux, souvent incisifs, toujours brillants, sont scrutés par les journalistes et politiciens du Québec, du Canada et de l'étranger. À cette époque, Lise Bissonnette participe régulièrement comme analyste aux émissions d'affaires publiques, autant à la radio qu'à la télévision. Au lendemain d'événements politiques importants, il n'est pas rare de voir les propos de madame Bissonnette rapportés dans *Le Monde* ou *Le Monde diplomatique*.

Femme d'action, forte de ses opinions et de ses rêves, Lise Bissonnette est d'abord et avant tout une femme de mots. En 1992, la journaliste amorce une carrière de romancière et publie coup sur coup quatre oeuvres de fiction. Enfin, elle accepte en 2000, à titre de présidente-directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec, le défi de lancer la Grande Bibliothèque.

Henri Dorion



Rattaché à l'Institut de géographie et au Département de géographie de l'Université Laval depuis 40 ans, spécialiste des questions territoriales, de frontières et de toponymie, Henri Dorion est l'un des géographes québécois les plus connus. Son expertise est recherchée à travers le monde, comme en fait foi le rôle de président du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques qu'il a assumé de 1987 à 1991. Il a également enseigné à titre de professeur invité dans plusieurs universités notamment à Strasbourg, Mexico, Barcelone et Moscou. De plus, il a accompli plus d'une centaine de missions à l'étranger, dont plusieurs pour l'ONU et l'UNESCO.

Après une licence en droit et son entrée au Barreau du Québec, il entreprend des études universitaires en géographie, conjuguant droit international et géographie politique. En plus de maîtriser l'anglais, l'espagnol, le russe, le polonais et le hongrois, Henri Dorion est un diplômé du Conservatoire de musique de Québec et pianiste achevé.

Henri Dorion définit la toponymie comme une science carrefour servant à nommer les lieux et qui relève à la fois de la géographie, de l'histoire, de l'ethnologie, de la linguistique et de la politique. Son ouvrage, *Noms et lieux du Québec*, est une somme encyclopédique unique au Québec.

Le géographe Henri Dorion a en parallèle une carrière publique à titre de président de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec, de la Commission de toponymie du Québec et de Délégué du Québec à Mexico, en Russie et en Ukraine. Il a été sous-ministre adjoint au ministère québécois des Relations internationales, ainsi que directeur de la recherche, de la conservation et des relations internationales au Musée de la civilisation du Québec. Conférencier prolifique au Québec et à l'étranger, il est l'auteur de près de 300 ouvrages, articles et rapports.

Emmett Johns

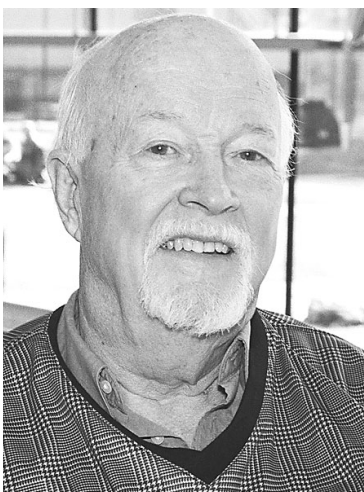


Photo : Michel Giroux

Détenteur d'un baccalauréat en théologie de l'Université de Montréal et d'un baccalauréat en arts du Collège Loyola, le Père Emmett Johns est le président-fondateur de l'organisme *Le bon Dieu dans la rue* qui, depuis 1988, vient en aide aux jeunes sans-abri ou en fugue de Montréal. La philosophie du Père Johns peut se résumer à ceci : «tout jeune a le droit d'être respecté et écouté, sans être jugé». Celui qui rêvait d'être missionnaire a fait de la rue sa paroisse. Batailleur dans l'âme, homme d'une grande bonté, le Père Emmett Johns a constamment prôné l'entraide, l'amitié et le respect qui, aujourd'hui, sont les trois principes directeurs de l'organisme qu'il a fondé.

Il y a 15 ans, le Père Johns n'avait qu'une petite roulotte pour prodiguer des soins d'urgence aux jeunes alors qu'aujourd'hui ceux-ci sont accompagnés à toutes les étapes de leur cheminement, de l'abri pour la nuit à l'initiation au travail. Bon an mal an, près de 5 000 jeunes sont en situation précaire à Montréal. *Le bon Dieu dans la rue* leur offre de nombreux services essentiels mais tente aussi de faciliter leur réinsertion socio-économique en leur donnant des cours de français, anglais, mathématiques, des ateliers d'art, de musique et d'informatique, un service d'aide aux jeunes parents, ainsi qu'un support médical et psychologique.

Le bon Dieu dans la rue est devenu au fil des ans un organisme-ressource pour les chercheurs et un terrain de formation pour les étudiants. En matière de toxicomanie, il collabore avec des équipes spécialisées du milieu hospitalier. Différents groupes tels que Médecins du Monde, Suicide Action Montréal, les CLSC et la Régie régionale de la santé du Montréal Métropolitain n'hésitent pas à consulter ses intervenants.

Suite en page 5 ►

Camille Limoges



Historien des sciences et professeur à l'Université de Montréal, à la John Hopkins University, à Harvard et à l'UQAM, Camille Limoges a aussi détenu des postes clés au sein de l'appareil gouvernemental québécois. À titre de sous-ministre, il a contribué à doter le Québec d'importants mécanismes de soutien au développement de la science et de la technologie. Camille Limoges a fait partie notamment de l'équipe qui a conçu la première Politique de la recherche du gouvernement du Québec. C'est également sous sa gouverne que le Conseil québécois de la science et de la technologie a produit des documents de réflexion qui ont inspiré la nouvelle politique scientifique québécoise, rendue publique en 2001.

Après une licence de philosophie de l'Université de Montréal, il obtient un doctorat de la Sorbonne en histoire des sciences. Il poursuit au cours des années 70 des travaux d'histoire de la biologie, tout en élargissant ses intérêts vers le domaine, alors relativement nouveau, de la politique des sciences et des technologies. En 1973, à l'Université de Montréal, il crée et dirige l'Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences, premier regroupement de chercheurs dans ce domaine au Canada. Plus tard, cette fois à l'Université du Québec à Montréal, il participe à la création du Centre de recherche en évaluation sociale des technologies (CRIEST) et du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST). Il a aussi collaboré à la mise sur pied du baccalauréat en science, technologie et société de l'UQAM.

Ce chercheur novateur, d'une grande autorité intellectuelle, a contribué à l'élaboration de la notion d'évaluation sociale des technologies en s'intéressant à l'analyse de leur processus d'implantation dans différents milieux, ainsi qu'aux enjeux de la régulation politique des champs scientifique et technique.

John R. Porter



Photo : Louis Ducharme

Grand spécialiste de l'art ancien du Québec, John Porter a fait ses études à l'Université Laval et à l'Université de Montréal qui lui a décerné un doctorat en histoire de l'art en 1981. Il a débuté sa carrière comme conservateur adjoint de l'art canadien ancien à la Galerie nationale du Canada, puis accède à la fonction de conservateur en chef du Musée des beaux-arts de Montréal, dans les années 90. Il est présentement directeur général du Musée national des beaux-arts du Québec. Pendant presque 25 ans, il a aussi occupé un poste de professeur d'histoire de l'art ancien du Québec à l'Université Laval.

Sous sa direction, le Musée national des beaux-arts du Québec a présenté une série d'expositions marquantes notamment celles consacrées à Jean-Paul Riopelle, Françoise Sullivan, Suzor-Coté, Rodin et Bourdelle. À travers ses publications, ses conférences et les nombreuses expositions qu'il a organisées, il a renouvelé notre regard et nos connaissances sur les œuvres anciennes et contemporaines du Québec, contribuant ainsi à faire reconnaître la valeur de ce patrimoine. Les travaux qu'il a consacrés au peintre québécois Joseph Légaré, à la sculpture ancienne, à la peinture du Québec et au mobilier victorien, constituent désormais autant de références pour les chercheurs et les historiens de l'art.

John Porter a contribué à augmenter la collection du Musée national des beaux-arts du Québec en y faisant entrer, notamment, des œuvres d'artistes contemporains dont celles de plusieurs professeurs de l'UQAM. Monsieur Porter a aussi joué un rôle de premier plan afin que le statut de créateur de l'artiste enseignant soit reconnu publiquement.

Conférencier recherché, il est aussi l'auteur ou le co-auteur d'une quinzaine de livres et de catalogues d'expositions, et de plus d'une centaine d'articles, de comptes rendus et de rapports.

COLLOQUES

Construire les Amériques

Michèle Leroux

Afin de réfléchir et débattre des enjeux institutionnels et sociaux que pose le processus d'intégration dans le contexte des négociations d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), le Centre Études Internationales et Mondialisation (CEIM) organise un colloque international sur le thème « *Construire les Amériques* ». L'événement qui se tiendra du 5 au 7 novembre prochain rassemblera des universitaires, des représentants gouvernementaux et d'organisations internationales, des praticiens et des ONGs venus de toutes les Amériques.

«Le colloque arrive à point nommé, explique la directrice de l'Institut d'Études internationales de Montréal, Mme Anne Leahy. Nous

sommes à un moment critique des négociations entre les 34 pays de l'hémisphère qui se sont donné jusqu'en janvier 2005 pour faire aboutir la ZLEA. Plusieurs rencontres de haut niveau auront lieu prochainement: la Conférence spéciale sur la sécurité continentale, la Réunion des ministres du Commerce de la ZLEA et le Sommet extraordinaire des Amériques, sur le thème de l'équité et du développement social.»

Avec 800 millions d'habitants et un produit intérieur brut de près de 11 000 milliards de dollars américains, le marché des Amériques s'avère un enjeu de taille. Une fois libéralisé, il constituerait la zone franche la plus importante du monde. Mais les Amériques peuvent-elles être plus qu'une mosaïque d'États

rassemblés dans une communauté de démocraties unifiées par les seules forces du marché? «L'actuel processus d'intégration a une portée beaucoup plus vaste que les questions économiques et commerciales sur lesquelles se concentrent les négociations de la ZLEA. Elle soulève également des questions sécuritaires, démocratiques et sociales», explique Mme Leahy.

La première journée de ce colloque qui s'étale sur trois jours sera consacrée à un débat sur les fondements de la construction des Amériques et mettra l'accent sur le rôle des institutions pan-américaines. Signalons la présence du ministre des Affaires étrangères Bill Graham et du sous-ministre adjoint Marc Lortie, du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), de représentants de la Banque Interaméricaine de Développement (BDI), de l'Organisation des États Américains (OEA) et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Plusieurs spécialistes de renommée internationale comptent parmi les conférenciers, notamment l'économiste chilien Osvaldo Sunkel et la professeure émérite de l'Université McGill et auteure de *Silent surrender*, Mme Kari Levitt.

Le programme comprend des conférences/débats portant sur diverses problématiques reliées à la construction des Amériques: régulation et surveillance des marchés, mesures de sécurité efficaces et respect des droits humains, droits des investisseurs, impact sur les droits économiques et sociaux et sur les processus de démocratisation, identité continentale et diversité culturelle. Sous le thème «L'américanité existe-t-elle?», un panel d'écrivains invités par le romancier Dany



Photo : Michel Giroux

Anne Leahy, directrice de l'Institut d'Études internationales de Montréal.

Recherches et culture

Lectures de la culture, tel est le titre d'un colloque international et multidisciplinaire qui aura lieu à l'UQAM (pavillon Athanase-David, local D-R200), du 5 au 7 novembre prochain et qui rassemblera des professeurs, des chercheurs postdoctoraux et des étudiants de troisième cycle en provenance de différentes disciplines : linguistique, science politique, communications, histoire de l'art, études littéraires, etc.

Trois grandes questions animeront les débats. Comment les recherches universitaires «travaillent-elles» la culture au sens large (politique, médiatique, populaire, artistique) et, inversement, comment ces types de culture traversent-elles ces recherches? Par quels moyens et sous quelles formes les travaux des chercheurs sont-ils traduits à l'extérieur de la communauté scientifique? Enfin, comment les mutations et

transformations socioculturelles affectent-elles en retour les recherches universitaires?

L'événement est organisé par les programmes de doctorat en études littéraires et en sémiologie, ainsi que par leurs associations étudiantes respectives. Il est aussi appuyé par le Département d'études littéraires, le CÉLAT, l'équipe de recherche *Le soi et l'autre* et l'Association canadienne de sémiotique. Signalons la présence, parmi les conférenciers invités, de trois chercheurs de renommée internationale dans le domaine de la sémiotique de la culture : Bernard Lamizet (Institut d'études politiques de Lyon), François Rastier (CNRS-Nanterre) et Göran Sonesson (Université de Lund, Suède). Informations : 987-3000, poste 4950 •

SUR INTERNET
www.unites.uqam.ca/dlitt/colloque2003

Laferrière partageront leurs visions sur l'intégration dans les Amériques, dans la soirée du 6 novembre.

L'organisation de ce deuxième colloque international du CEIM s'est faite en collaboration avec l'Institut d'Études internationales de Montréal ainsi qu'avec la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, citoyenneté et démocratie, la Chaire de recherche du Canada en relations internationales et la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense. Cette rencontre est parrainée par le MAECI, le Ministère des Relations internationales du Québec et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Dimension sociale

Parallèlement à ce colloque axé sur la construction institutionnelle des Amériques s'ajoute un séminaire sur *La dimension sociale de l'intégration*

des Amériques, organisé par l'Observatoire des Amériques, en collaboration avec la CSN et l'UQAM. Cette activité se tiendra les 6 et 7 novembre, au même endroit que le colloque du CEIM, soit à l'Hôtel Omni Mont-Royal.

Le séminaire sera l'occasion d'examiner les outils, les mécanismes et les institutions qui peuvent servir à la protection des droits économiques et sociaux des citoyens. Afin de mettre en valeur le point de vue de la société civile, des syndicats, des chercheurs et des institutions, le programme propose divers ateliers, notamment sur les accords parallèles de coopération, les institutions du commerce et celles des droits de la personne et la prise en compte des populations les plus vulnérables •

SUR INTERNET

www.ceim.uqam.ca
www.ameriques.uqam.ca

Éduquer à l'amour pour contrer la violence

Claude Gauvreau

Avec son visage d'adolescente et son sourire timide, on jurerait qu'elle est fraîchement émoulue du Cégep. Pourtant, Mylène Fernet, 30 ans, est devenue le 1^{er} août dernier professeure à temps complet au Département de sexologie.

Il y a un peu moins d'un an, cette jeune chercheuse obtenait son doctorat en santé publique de l'Université de Montréal avec une thèse portant sur la violence dans les relations amoureuses des adolescentes. «Cette thématique m'interpelle depuis longtemps. À l'époque de mes études de maîtrise en sexologie à l'UQAM, j'avais fait un stage auprès de femmes victimes d'abus sexuels. Pour ma thèse, j'ai côtoyé des jeunes filles qui avaient été victimes de violence physique, psychologique et verbale de la part de leurs amoureux. Je me suis donnée une sorte de mandat social, soit la quête d'égalité entre les sexes», explique-t-elle.

Actuellement, Mylène Fernet participe, à titre de co-chercheuse, à deux nouveaux projets de recherche qui concernent l'amélioration des conditions de vie des femmes séropositives et des sidéennes, ainsi que la promotion de la santé sexuelle auprès de femmes victimes de violence.

Enfin, la jeune recrue est aussi confrontée à une toute nouvelle expérience, l'enseignement. «Présentement, je donne deux cours à des étudiants du baccalauréat en sexologie. C'est la tâche d'enseignement qui me demande les plus grands efforts d'adaptation. Heureusement, l'évaluation de mi-session par les étudiants a été très positive.» Ouf !

Violence à répétition

Mylène Fernet entend poursuivre et approfondir ses recherches sur la violence dans les relations amoureuses chez les adolescentes. «Dans le cadre de ma thèse, j'ai rencontré en entrevue 22 jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans, issues de milieux socio-économiques différents, qui avaient été en contact avec des Centres Jeunesse, des Maisons de jeunes ou des CLSC. Elles avaient toutes vécu plusieurs relations amoureuses, de courte durée, marquées à chaque fois par la violence. Certaines avaient connu des problèmes de dépendance à la drogue et d'autres avaient tenté de se suicider.»

Au début, Mylène Fernet n'avait pas d'hypothèses a priori et plusieurs de ses questions de recherche ont émergé au fil de l'enquête. «La littérature sur la violence conjugale dont sont victimes les femmes adultes est assez abondante, mais ce n'est pas le cas en ce qui concerne les jeunes», souligne-t-elle. «J'ai pris conscience que les jeunes filles, à l'adolescence, vivent souvent leurs relations amoureuses sous un mode fusionnel avec le risque d'entraîner une forte dépendance affective. Elles sont portées à idéaliser l'amour qui, à leurs yeux, ne peut être qu'éternel. De plus, un grand besoin d'être aimées et la peur de se retrouver seules les incitent à



Photo : Nathalie St-Pierre

Mylène Fernet, professeure au Département de sexologie.

s'accrocher désespérément aux manifestations d'amour, si petites soient-elles, y compris dans un contexte de violence.»

Il n'est pas facile pour ces jeunes femmes de rompre avec leurs partene-

naires violents, souligne Mme Fernet. «Elles ont tendance à nier la violence, ou encore à la rationaliser, voire à la banaliser. Et à tout cela s'ajoutent les sentiments de révolte et de honte de soi. Le partenaire cherche à

contrôler la vie de sa victime, ses sorties, ses appels téléphoniques. Résultat, la jeune fille se retrouve parfois complètement isolée.»

L'absence de soutien au sein de la famille ou parmi les amis peut conduire ces jeunes femmes à se cramponner à leur relation. Plusieurs provenaient elles-mêmes d'un milieu familial violent, explique Mylène Fernet. «À 15 ou à 16 ans, on a besoin de s'affirmer et on ne sait pas très bien quel type de relation affective on recherche. Les rapports avec les parents sont particulièrement importants car ils teintent les relations inter-personnelles que les jeunes tentent de développer. Plus les parents sont à l'écoute et meilleures sont les chances de vivre des relations saines.» D'autres parviennent à trouver un appui chez des amis qui les convainquent d'aller chercher de l'aide auprès d'un psychologue ou d'un travailleur social à l'école, lequel à son tour peut les référer à un CLSC ou à une Maison d'hébergement.

Mais il reste que toutes les jeunes femmes rencontrées sont parvenues, après plusieurs tentatives, à rompre, ne serait-ce qu'une fois, avec leur partenaire violent. «L'élément catalyseur n'était pas nécessairement la violence mais la prise de conscience que le sentiment amoureux s'effritait iné-

luctablement. Les jeunes se tournaient alors vers des ressources professionnelles pour se dégager de leur dépendance affective, modifier leur choix amoureux ou s'investir dans des relations inter-personnelles d'une autre nature. Par la suite, dans leurs rapports avec les garçons, elles se sentent mieux armées pour reconnaître les signes de comportements violents ou contrôlants.»

Mylène Fernet se réjouit de la publication prochaine des résultats de sa recherche doctorale, mais elle avoue que l'expérience fut éprouvante psychologiquement. «Il m'est arrivé, après certaines rencontres, de revenir chez moi en pleurs. Je m'étais attachée à ces jeunes filles. Pour certaines, j'étais la première personne à qui elles se confiaient et j'ai essayé de les comprendre plutôt que de les juger.»

Les questions relatives aux rapports amoureux entre adolescents sont malheureusement peu abordées à l'école, soutient la chercheuse. «On a plutôt tendance à compartimenter les problèmes, comme si, par exemple, il n'y avait pas de liens entre la sexualité, l'amour, la violence, le suicide. Et s'il s'agissait d'éduquer à l'amour pour prévenir la violence ?» ●

Manganèse, attention : danger!

Céline Séguin

Tint de pêche et yeux pétillants d'intelligence, Maryse Bouchard respire la santé. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir opté pour un sujet de recherche hautement toxique. En effet, cette candidate au doctorat en sciences de l'environnement s'intéresse à la problématique du manganèse dans les milieux de travail et à ses effets sur la santé physique et mentale des individus.

«Le manganèse est utilisé de manière grandissante dans de nombreuses applications industrielles, la plus importante étant la production de l'acier. Or, de récentes données suggèrent que l'exposition à cet agent neurotoxique peut interagir avec le vieillissement normal, notamment en contribuant à accélérer la dégradation des fonctions nerveuses», lance la jeune étudiante.

Afin de mieux cerner les effets à long terme de l'exposition au manganèse, Maryse fera un suivi de l'état de santé d'une centaine de travailleurs d'une usine de production d'alliage métallique qui avaient participé, en 1991, à une recherche menée par sa directrice de thèse, la professeure Donna Mergler. Déjà, l'étudiante a réussi à retracer 74 personnes sur les 107 participants initiaux, une véritable prouesse considérant que l'usine qui les employait a fermé ses portes peu de temps après l'étude de Mme Mergler.

Perdre sa vie à la gagner

Comme l'explique la doctorante, les personnes qu'elle s'apprête à ren-

contrer oeuvraient toutes, en 1991, dans une usine de Beauharnois qui recevait et traitait le minerai brut. «En moyenne, les travailleurs étaient âgés de 44 ans et avaient été exposés au manganèse durant 20 ans. Ils avaient pour tâche de broyer le minerai (ce qui créait un nuage de poussière toxique), puis de le chauffer dans des fours énormes pour séparer le métal des scories. Le métal chaud était ensuite coulé dans de grands bacs où on le laissait refroidir, ce qui dégageait à nouveau une fumée très riche en manganèse.»

À cette époque-là, affirme Maryse, bien que la firme respectait les normes légales, les chercheurs ont observé chez les travailleurs plusieurs symptômes d'intoxication au niveau neuropsychiatrique (irritabilité, anxiété, détresse affective, dépression) ainsi que des déficits de fonctions neuropsychologiques (mémoire, attention, coordination, précision des mouvements). «Ce qui fait la force du design de la nouvelle recherche, c'est que l'usine a fermé ses portes peu de temps après l'étude initiale. Comme l'exposition au manganèse a cessé depuis 12 ans, il sera possible, en testant à nouveau les participants, de vraiment dégager les répercussions à long terme sur la santé.»

Évidemment, Maryse n'a pas participé à l'étude de 1991. Alors âgée de 15 ans, elle suivait son premier cours de biologie, une matière qui l'a passionnée. Aujourd'hui, elle désire mieux comprendre le rapport entre la santé des gens et le milieu dans lequel ils vivent. Dans ce cadre, elle

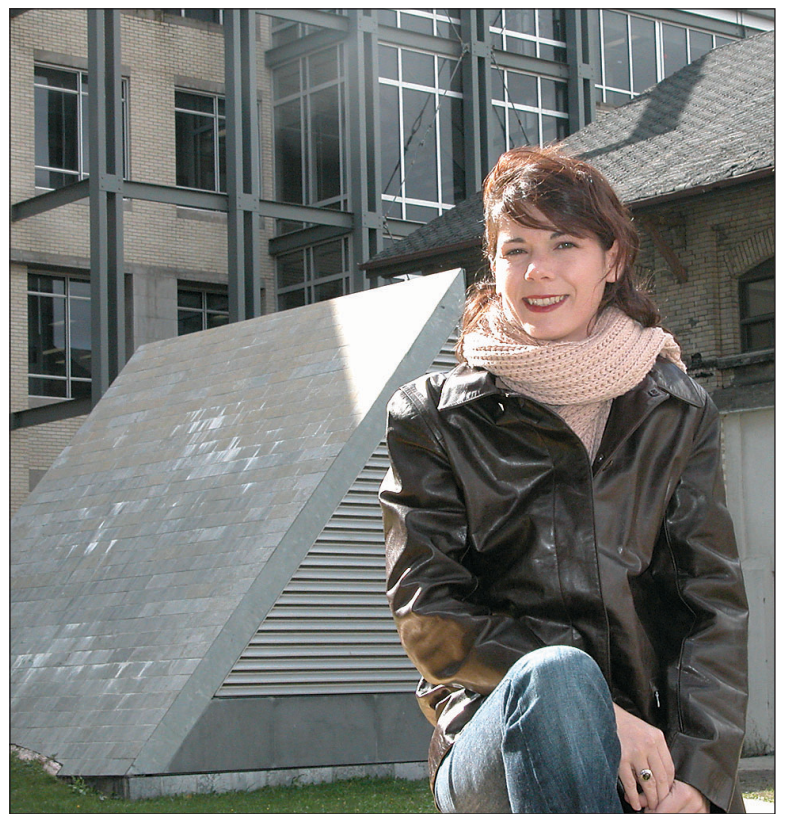


Photo : Michel Giroux

Maryse Bouchard, candidate au doctorat en sciences de l'environnement.

s'intéresse non seulement à la santé physique et mentale des individus, mais à leur qualité de vie. Aussi, compte-t-elle entreprendre une autre étude, exploratoire celle-là, afin de mieux cerner les conditions de vie des travailleurs atteints d'intoxication chronique.

Le rôle de l'indemnisation

Au Québec, rappelle Maryse, les travailleurs intoxiqués de façon chronique peuvent obtenir une indemnisation financière de la Commission de la santé et sécurité au travail (CSST). Toutefois, ajoute-t-elle, nombre de réclamations sont refu-

sées. Pourquoi certains voient leur demande acceptée et d'autres, non? Quelles sont les répercussions d'une telle décision sur la qualité de vie des personnes? Autant de questions auxquelles devrait répondre l'étude qu'elle compte réaliser, en collaboration avec d'autres chercheurs.

«Nous allons interroger 60 travailleurs ayant obtenu un diagnostic d'intoxication chronique à des solvants, métaux, pesticides ou autres produits chimiques. La moitié d'entre eux seront indemnisés par la CSST, l'autre pas, afin d'explorer l'impact de l'indemnisation sur la qualité de vie.

Suite en page 7 ►

Exploiter les ressources de l'entreprise

Céline Séguin

Soudeur, technicien en bâtiment, estimateur en construction, informaticien, autant d'emplois en demande exigeant une formation secondaire ou collégiale avec stages en milieu de travail. Hélas, plus de 40 % des jeunes décrochent avant le diplôme secondaire, tandis que d'autres doivent composer avec des parents qui favorisent l'université.

La formation professionnelle et technique, en particulier au secondaire, a longtemps été le parent pauvre du système d'éducation, rappelle Marcelle Hardy, professeure au Département d'éducation et de formation spécialisées, qui étudie les expériences de collaboration école-entreprise et leurs retombées sur la qualité de la formation.

À la suite du Rapport Parent, souligne-t-elle, les programmes de formation professionnelle sont passés des écoles de métier aux polyvalentes. «On souhaitait ainsi contrer la ségrégation, mais finalement, on n'a fait que l'accentuer. Dans les années 70, cette formation s'est détériorée : abandons, échecs, insatisfaction des entreprises...» Mais les choses ont changé.

Depuis la fin des années 80, les étudiants en difficultés d'apprentissage ne sont plus rattachés à la formation professionnelle (mais à l'adaptation scolaire) tandis que les candidats au diplôme d'études professionnelles (DEP) doivent réussir leurs cours de maths et de français. «Désormais, l'entreprise se montre satisfaite de la relève. C'est pas parfait, mais on ne peut plus dire que c'est une voie de garage!», lance la chercheuse.

Des stages à «connecter»

Mme Hardy et son équipe ont notamment réalisé plusieurs études de cas sur la formation en alternance (programme de 1800 heures, comportant de deux à cinq stages) offerte dans des programmes professionnels au niveau secondaire. «On a travaillé avec quatre écoles proposant des stages en mécanique industrielle,



Photo : Nathalie St-Pierre
Marcelle Hardy, professeure en éducation et chef de réseau du Groupe inter-universitaire de recherche en formation emploi (GIRFE).

machinerie fixe, dessin de bâtiments... Nous voulions identifier les conditions d'émergence des collaborations école-entreprise et leurs effets sur l'école, les enseignants, les programmes, l'entreprise et les étudiants.»

«Nous avons constaté que la majorité des stages ou expériences en entreprise visait une insertion rapide dans le milieu de travail. L'élève apprend à exécuter des tâches et à respecter des consignes, mais son apprentissage est supervisé de façon plus ou moins étroite.»

Néanmoins, dit-elle, les étudiants disent apprécier baigner dans le milieu de travail pour y acquérir des savoir-faire. «Le stage les motive et leur fait mieux comprendre les apprentissages réalisés en classe. Ça leur permet de confirmer leurs choix professionnels ou de constater qu'ils devraient se réorienter. Bref, c'est

un «plus» mais ça pourrait être tellement davantage!»

Le secret du succès

Pour Mme Hardy, l'approche idéale consisterait «à profiter du potentiel de l'entreprise, des imprévus qui surviennent, des contrats en cours, des équipes de travail, de la complexité des tâches, bref, de la réalité qui s'y vit, tout en connectant cela aux apprentissages théoriques.»

Selon Mme Hardy, un plan de formation en entreprise, adapté à la nouvelle économie du savoir, devrait comprendre une séquence d'activités se complexifiant graduellement pour permettre à l'étudiant d'accéder aux processus et résultats de l'activité productive. «Le stagiaire devrait bénéficier d'un tuteur expérimenté. Il devrait aussi se voir confier des activités favorisant la résolution de problème qui stimule

l'autonomie, la créativité, l'imagination.»

Pour ce faire, divers obstacles doivent être levés. Ses recherches révèlent le peu d'outils dont disposent les enseignants qui encadrent les stagiaires. «Ils font de leur mieux avec le bagage qu'ils ont. La plupart, rémunérés à la leçon, ont plusieurs années d'expérience pratique dans leur domaine mais aucune formation en pédagogie. Toutefois, depuis septembre dernier, les personnes offrant 256 heures ou plus d'enseignement devront s'engager dans un processus de formation. On peut donc s'attendre à des changements.»

Les tuteurs en entreprise, ajoute-t-elle, ne reçoivent qu'un petit guide réalisé par le MEQ. «Souvent, l'employé qui encadre le stagiaire n'obtient aucune reconnaissance pour son travail : sa tâche n'est pas allégée et la production ne doit pas être affectée. Des tuteurs déplorent aussi le peu de communication entre l'école et l'entreprise.» Évidemment, la situation varie d'une entreprise à l'autre. Ainsi, Mme Hardy a constaté que lorsque des entreprises sont en recrutement, l'étudiant est mieux encadré, le stage devenant un moyen de sélection de la main-d'œuvre.

Pour améliorer la formation

Marcelle Hardy compte pousser plus loin l'analyse dans le cadre d'une

nouvelle recherche portant sur les apprentissages développés lors de stages en entreprises par des élèves qui postulent un DEP ou un DEC technique.

«La recherche portera sur quatre programmes : soutien informatique, technique de l'informatique, techniques d'usinage et génie mécanique, secteurs où il y a une bonne tradition de formation en alternance. Dans la première étude, c'était nouveau, mais depuis, les gens ont eu le temps de s'améliorer. Par ailleurs, nous aurons l'occasion d'explorer la question au niveau collégial.»

Des entrevues seront menées auprès des élèves (à la fin de chacun de leurs quatre stages en entreprise), de leur tuteur et de leurs enseignants. Au total, 400 entrevues sont prévues. Le projet, subventionné par le CRSH, bénéficie de partenariats avec des établissements scolaires, un comité sectoriel de la main-d'œuvre et le ministère de l'Éducation. «L'étude favorisera la conscientisation des divers acteurs aux faiblesses et aux limites de la formation. Elle pourra aussi inciter les décideurs à revoir les modes d'encadrement offerts par l'école et l'entreprise et à repenser l'arrimage des savoirs théoriques et pratiques, à la lumière des expériences les plus positives qui auront été identifiées», de conclure la professeure •

Représenter un pays à l'ONU



Édifice de l'ONU à New York.

Vous rêvez de découvrir les tumultes politiques et diplomatiques des Nations Unies? Vous êtes prêt à relever le défi de représenter un État lors d'une simulation de l'ONU à laquelle participeront 3 000 délégués provenant de collègues et universités des quatre coins du monde? Les étudiants intéressés ont jusqu'au 31 octobre 2003 pour soumettre leur candidature en vue de participer à ce stage qui se déroulera à New York, du 6 au 10 avril 2004.

Organisé par l'Institut d'études internationales de Montréal, en collaboration avec la Faculté de science politique et de droit, le stage NMUN (National Model United Nations) est offert aux étudiants de premier ou de deuxième cycles en science politique et en droit. La maîtrise de l'anglais est nécessaire et une contribution financière de 350 \$ est exigée. Notons que le stage donne droit à trois cré-

ditions. D'anciens stagiaires participeront à un midi-causerie le 28 octobre à 12 h 30 au local A-1515.

Afin d'acquérir une solide connaissance du pays à représenter et des procédures en vigueur à l'ONU, la vingtaine de stagiaires qui composeront l'équipe de l'UQAM devront notamment participer à des séances préparatoires hebdomadaires. Cette année, les coordonnateurs responsables du recrutement, de la préparation à la simulation et de la collecte de fonds ont tous participé au stage de l'édition 2003. Dans une prochaine édition, le journal L'UQAM présentera une description de l'expérience qu'ils ont vécue lorsqu'ils ont eu à représenter la Libye, l'an dernier •

► Suite de la page 6

On va aussi examiner les liens entre l'exposition, le diagnostic, les fonctions atteintes et la décision rendue. Est-ce qu'une intoxication au plomb passe mieux qu'une intoxication au manganèse? Un diagnostic mettant l'accent sur des atteintes motrices donne-t-il davantage lieu à une indemnisation qu'un autre qui insiste sur les problèmes psychologiques?»

Les participants à l'étude seront référés par l'Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (UTTAM) ainsi que par des médecins spécialistes. «Les plus importants effets d'une intoxication chronique sont psychiatriques. Les gens changent d'humeur et de comportements, ils deviennent irritables, agressifs; ils manquent de contrôle et d'auto-contrôle, perdent la mémoire et développent des sentiments dépressifs,

parfois même suicidaires, en particulier chez les intoxiqués au plomb.»

Par ailleurs, dit-elle, on observe une hypersensibilisation aux produits chimiques chez beaucoup de travailleurs intoxiqués. «Dès qu'ils se trouvent dans un environnement le moins pollué, ils auront des problèmes aux yeux, des nausées, du mal à respirer. Ça devient alors difficile de maintenir un emploi, d'où l'importance de l'indemnisation. Enfin, pour l'individu, l'indemnité vient reconnaître l'existence d'un problème qui n'était pas là avant. C'est d'autant plus important que les travailleurs intoxiqués sont souvent confrontés aux doutes et aux préjugés, les effets de l'intoxication étant généralement insidieux et invisibles.»

Pour mener à bien ses travaux, Maryse Bouchard dispose, pour les

trois prochaines années, d'une bourse d'études supérieures de 35 000 \$ par an des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), à laquelle s'ajoute une bourse de 4 800 \$ de l'Institut de recherche en santé et sécurité du travail (IRSST). Son rêve? Devenir chercheuse en santé publique.

«Nous sommes de plus en plus exposés aux agents neurotoxiques. Par exemple, au Canada, c'est un nouvel additif à base de manganèse, le MMT, qui a remplacé graduellement le plomb dans l'essence. Aux États-Unis, les lobbys environnementaux font pression pour que cesse cette pratique mais ici, c'est le silence!» Parions que les travaux de la jeune chercheuse contribueront à sensibiliser la population et les décideurs à cette problématique avant qu'il ne soit trop tard! •

SUR INTERNET

www.nmun.uqam.ca
 www.nmun.org

PUBLICITÉ

Reconstruire cette famille que l'on a défaits

Michèle Leroux

Parler de la passion des Québécois pour leurs téléromans est presque un euphémisme. Nulle part au monde observe-t-on une quantité de séries dramatiques comparable à celle diffusée sur nos chaînes de télévision. De la *famille Plouffe* à *Rumeurs*, en passant par *Les filles de Caleb* et *Deux Frères*, la tradition ne démod pas. Année après année, les téléspectateurs succombent, accueillant les Émilie, Ovila, Rose-Anna, Madeleine ou Pierre Lambert comme s'ils étaient de la famille. Pourquoi le téléroman provoque-t-il un tel engouement?

«Les téléromans sont à la culture québécoise ce que le roman représente en France ou le cinéma aux États-Unis», explique l'anthropologue Jean-Pierre Desaulniers, du Département des communications, l'un des rares intellectuels à s'intéresser à la télévision et à sa symbolique. «La quantité et la qualité de séries dramatiques produites pour la télévision québécoise sont complètement disproportionnées en regard de la population de cette province. On a investi beaucoup, parce que la demande est très forte et que l'auditoire est d'une fidélité incroyable. Parler des téléromans québécois, c'est parler d'une véritable littérature nationale, un reflet de l'identité québécoise moderne.»

«Les téléromans et les téléseries sont les grands témoins des changements sociaux», estime le professeur qui s'intéresse au petit écran depuis déjà longtemps. En 1996, il signait d'ailleurs *De la famille Plouffe à La petite vie - Les Québécois et leurs téléromans*, une anthologie de cinq décennies de téléromans. «Les années 1950 furent celles de la contestation de l'autorité. Celle du père et celle de la bourgeoisie. D'autres thématiques ont marqué les décennies suivantes: désirs d'émancipation – des femmes et des enfants – dans les années 1960, laissant place à la recherche des bonheurs simples à travers une époque à l'humeur dépressive, précédant celle des grands affrontements et du «Québec Inc.» des années 1980,



Photo : Nathalie St-Pierre

Jean-Pierre Desaulniers, professeur au Département des communications, et directeur du nouveau programme de baccalauréat en stratégies de production.

suivis de l'adaptation avec d'autres cultures.

Du soi aux autres

Selon M. Desaulniers, le grand thème général qui traverse les téléromans depuis 1994-1995, c'est celui de la réconciliation, celle du couple et celle de la famille. «Cela survient après la

rien céder de leur autonomie, se sont entredéchirés jusqu'à l'échec. On revoit la scène finale sur le quai de la gare. *Caleb* est l'aboutissement du courant d'affirmation de soi qui a marqué les années 80, avec des séries comme *L'héritage*, *Le temps d'une paix*, *Le parc des braves*, *Lance et compte...* »

«Le grand thème général qui traverse les téléromans depuis 1994-1995, c'est celui de la réconciliation, celle du couple et celle de la famille.»

conquête d'une liberté individuelle qui s'est faite au prix d'une solitude significative, précise-t-il. On se rappelle la rupture extrêmement douloureuse d'Ovila et Émilie, les deux amoureux passionnés des *Filles de Caleb*, qui ont symbolisé la conquête de la liberté, mais qui, ne voulant

Les années 90 ont laissé de grandes œuvres, où l'on explore des solutions de rapprochement, note M. Desaulniers. «Madeleine, (*Le retour*), par exemple, revient vers sa famille, qu'elle a quittée brutalement il y a plusieurs années. Entière, et ne voulant rien céder ni se compro-

mettre dans des concessions, elle cherche à retisser des liens avec ses enfants. *Deux frères* illustre aussi le désir de réconciliation – avec le père – après les années d'excès de liberté et d'abandon des enfants. Plusieurs œuvres dramatiques abordent cette difficile quête d'équilibre entre la liberté pour soi et l'engagement face aux autres. On essaie diverses façons de vivre ensemble. *Un gars, une fille*, deux personnes dépareillées, un égoïste tout centré sur lui-même et une «fofolle» formeront néanmoins un couple très soudé, qui tient à vivre ensemble. *Mon meilleur ennemi*, puis *La vie, la vie*, *Tabou* et *Annie et ses hommes*, sont des explorations qui vont toutes dans le même sens : reconstruire le couple et la famille.»

On reconstruit ce qu'on a défait, fait remarquer M. Desaulniers. «Dans certains cas, comme dans *Fred-dy*, on bâtit même de la famille. On veut se réconcilier avec la perspective de la famille, renouer avec les parents, sentir le poids de la continuité. On revient aux valeurs qui ont l'air traditionnelles, mais sans usurper le sens de la liberté. Cette liberté n'a plus rien à voir avec la fuite de responsabilités. Des personnages comme Ovila, pour qui la famille signifie souffrance, sont remplacés par d'autres qui cherchent des moyens d'avoir à la fois la liberté et l'engagement responsable. Tous

les téléromans traitent de ce thème avec intensité, que le ton soit léger ou grave. Le genre importe peu, c'est le fond qui compte», observe le professeur.

Est-il prêt à dévoiler ses coups de cœur? Hésitant, il admet avoir craqué cet automne pour *Annie et ses hommes* et *Rumeurs*, avec ses textes «extraordinaires». «Toutefois, mes découvertes des deux dernières années ne proviennent pas du Québec mais des États-Unis. Les séries *The Sopranos* et *Six feet under*, mériteraient que nos grands réseaux s'y intéressent», estime M. Desaulniers.

Un médium méprisé

Le champ d'intérêt du professeur s'avère fort peu fréquenté par le milieu intellectuel. «C'est un peu pénible à admettre, mais il y a souvent du mépris à l'égard de la télévision. Alors qu'il existe plein de magazines sur le cinéma, il n'y en a aucun qui propose une réflexion sur la télévision. Les intellectuels n'ont pas reconnu cette dynamique culturelle pourtant extrêmement riche. Il n'y a que quelques personnes qui réfléchissent là-dessus, mais il ne s'agit que d'efforts individuels et disséminés. Rien qui ne constitue un courant ou une force d'entraînement», constate M. Desaulniers ●

COLLOQUE

Réseaux et liens sociaux

Les 6 et 7 novembre prochains se tiendra un colloque international sous le thème *Communautés virtuelles : penser et agir en réseau*. Cet événement, organisé par le Département des communications, le Centre inter-universitaire des arts médiatiques (CIAM) et la Télé-université (TÉLUQ), en collaboration avec Hexagram, réunira une trentaine de conférenciers provenant du Canada, de la France et du Brésil.

Les discussions porteront sur l'importante infrastructure de réseaux techniques d'information et de communication sur lesquels s'appuie de

plus en plus l'organisation de la société. Selon certains, on assisterait présentement à l'apparition de formes inédites de création artistique, de communication, de collaboration, de production économique et de diffusion des savoirs. Les communautés virtuelles sembleraient même préfigurer ce que pourrait être une «cybersociété».

Dans quelle mesure l'usage social des dispositifs interactifs de communication – pensons au réseau Internet – tend-il à se généraliser? Jusqu'à quel point ces dispositifs, reposant sur des réseaux numériques, favorisent-ils

la formation de nouveaux regroupements et de nouveaux liens sociaux? Autant de questions qui seront débattues lors du colloque.

À noter que l'événement aura lieu à la TÉLUQ, au 4750, rue Henri-Julien à Montréal. Les coûts d'inscription sont de 30 \$ et de 10 \$ pour les étudiants.

Pour s'inscrire et avoir accès au programme, on peut consulter leur site Internet ●

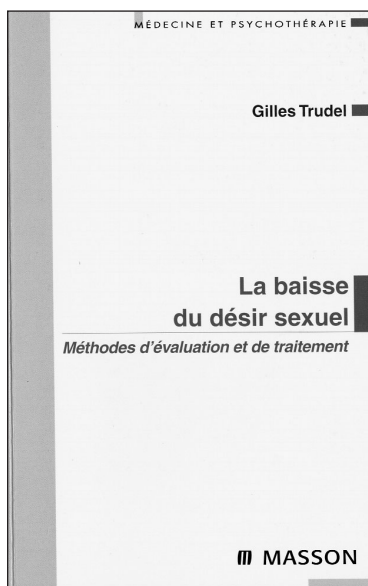
SUR INTERNET
www.comvirtu.uqam.ca

PUBLICITÉ

Désir en panne

La baisse du désir sexuel représenterait le motif le plus fréquent de consultation des personnes et des couples auprès des sexologues et des psychologues. Dans l'ouvrage intitulé *La baisse du désir sexuel*, le professeur Gilles Trudel du Département de psychologie présente une synthèse de l'ensemble de la littérature publiée sur ce sujet depuis le début des années 80 et aborde les diverses méthodes pour procéder à l'évaluation et au traitement de la baisse de désir.

L'auteur présente également une méthode d'intervention permettant de guider les cliniciens. Il s'agit d'un programme multimodal de traitement agissant sur le couple, sur le fonctionnement sexuel et cognitif, ainsi que sur l'imaginaire érotique. Le programme met l'accent sur l'importance de comprendre et d'intervenir dans le domaine de la sexualité à travers ses multiples dimensions : rôle



de l'éducation, pensées, croyances, qualité de la relation conjugale, fonctionnement sexuel du couple, etc.

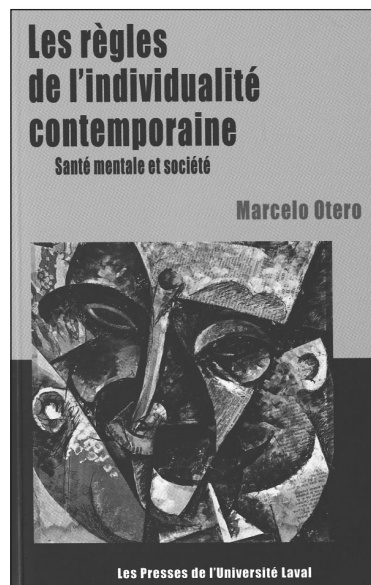
Voici donc un livre s'adressant aux psychologues, psychothérapeutes, sexologues, ainsi qu'à tous les professionnels de la santé intéressés par ce trouble que certains considèrent comme étant le problème sexuel le plus difficile à traiter. Paru chez Masson éditeur.

Individu et santé mentale

Comment expliquer la diffusion extraordinaire des interventions en santé mentale au-delà du contexte clinique? Quelles sont les tendances dominantes? Quel est le visage actuel de l'individu en bonne santé mentale? Autant de questions abordées par Marcelo Otero, professeur au Départe-

ment de sociologie, dans son ouvrage intitulé *Les règles de l'individualité contemporaine* publié aux Presses de l'Université Laval.

De la prévention du suicide à la promotion du bonheur, en passant par la lutte contre le stress dans la vie quotidienne, le champ de la santé mentale ne semble plus avoir de limites, souligne l'auteur. En effet, les individus, la famille, le couple, l'État, l'entreprise, ont de plus en plus recours aux interventions psychoso-

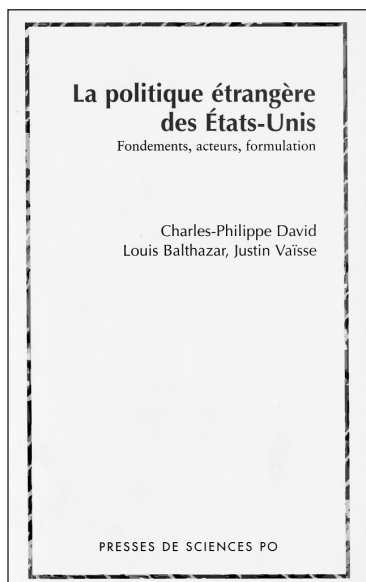


ciales dans le but de pallier les dysfonctionnements ou, mieux encore, de «produire» des comportements désignés aujourd'hui comme «adaptés» plutôt que «normaux».

L'ouvrage de Marcelo Otero traite des nouvelles règles de la santé mentale et des caractéristiques générales du champ d'intervention psychologique, ainsi que du métier d'intervenant au Québec. Enfin, l'auteur se penche sur l'évolution des principales tendances théoriques de l'intervention psychologique contemporaine.

Politique étrangère des É.-U.

Depuis les deux dernières années, l'actualité internationale a relancé, semble-t-il, l'intérêt du monde francophone pour l'étude du système politique de l'Oncle Sam. Dans l'ouvrage intitulé *La politique étrangère des États-Unis*, Charles-Philippe David et Louis Balthazar, respectivement titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et président de l'Observatoire sur les États-Unis, ainsi que Justin Vaïsse de l'Institut d'études politiques de Paris, établissent les fondements de la politique extérieure américaine, en décrivent les mécanismes et en identifient les acteurs. Les lecteurs peuvent ainsi disposer d'un panorama complet



du processus de formulation de cette politique.

Les États-Unis ne forment pas un bloc monolithique, affirment les auteurs, et les principes d'élaboration de leur politique étrangère ne sont pas intangibles. Le principe selon lequel les Américains ne parlent que d'une seule voix – celle du Président – ne saurait occulter le fait qu'aux États-Unis, plus qu'ailleurs sans doute, le processus d'élaboration de cette politique implique une grande diversité d'acteurs, génère d'intenses débats contradictoires et suppose de longs arbitrages. Bref, il s'agit d'une réalité fort complexe qui est devenue un champ d'étude très développé des sciences sociales et politique anglo-saxonnes. Paru aux presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Cris et murmures

Lapsus, la revue de création des étudiants du Département d'études littéraires, nous propose un nouveau numéro thématique intitulé «Cris, rumeurs et autres silences». Qu'ils soient étudiants au premier cycle, candi-

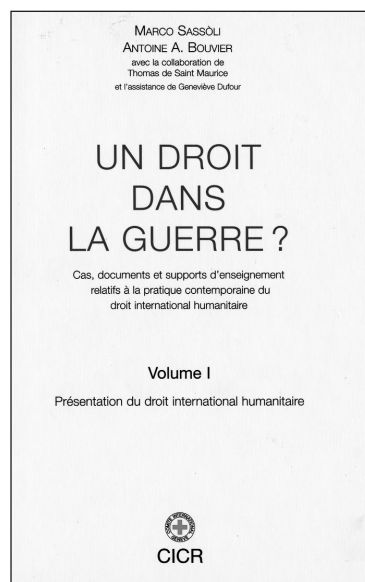


dates à la maîtrise ou diplômés de l'Université, les treize collaborateurs littéraires ont en commun des textes qui, tous, manifestent une sourde difficulté de dire. Difficulté qui s'incarne, pour l'un, dans une parole sans narrateur, pour l'autre, dans un dialogue avec la mort. Difficulté qui s'exprime dans un cas par le règne de l'absurde, dans l'autre, par celui de l'absence.

Poème ou nouvelle, hurlement ou chuchotement, la création littéraire emprunte ici de multiples chemins : un corps échoué sur la grève, des meurtriers surréels, une mère endeuillée, une ville disséquée, l'obsédante sonnerie du téléphone... Parmi les auteurs, mentionnons Ariane Fontaine, Alexis L'Allier et Dany Saint-Laurent, de la maîtrise en études littéraires, ainsi que Marie-Belle Ouellet, Danny Plourde et Anouck Vigneau, du baccalauréat. Rappelons que la revue *Lapsus*, coordonnée par Jonathan Lamy, est disponible à la COOP-UQAM.

Droit et conflits armés

Afin d'encourager un enseignement du droit international humanitaire (DIH) fondé sur la méthode du cas pratique et fournir aux praticiens un

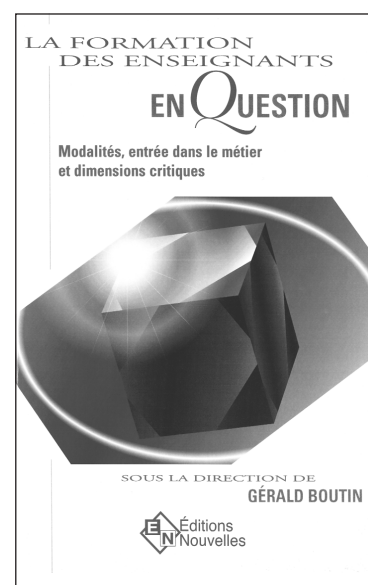


ouvrage de référence sur ce droit accepté par tous les États du monde, qui vise à protéger les victimes des conflits armés, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a récemment publié *Un droit dans la guerre?* Les auteurs de l'ouvrage, M. Antoine A. Bouvier, conseiller juridique au CICR et le professeur Marco Sassoli, qui a œuvré 12 ans au CICR, dans les conflits au Proche-Orient et dans les Balkans avant de se joindre au Département de sciences juridiques, ont mis à jour la première édition parue en anglais en 1999, l'enrichissant de nouveaux cas et intégrant

plusieurs plans de cours. Point central de l'ouvrage, la première partie présente les différents thèmes du DIH, accompagnés de citations et de renvois aux cas qui les illustrent. La deuxième partie comprend une sélection de 207 cas et documents. Notons la contribution comme assistante de recherche de Geneviève Dufour, chargée de cours et diplômée de la maîtrise en droit international.

Formation des enseignants

Qu'elle soit initiale ou continue, la formation des enseignants suscite de nombreux débats qui débouchent souvent sur des positions radicales. Entre ceux qui préconisent une formation axée sur les techniques et méthodes style «gestion de classe» et d'autres qui soutiennent que bien connaître une



discipline donnée suffit pour l'enseigner adéquatement, on trouve les positions plus nuancées des auteurs de *La formation des enseignants en question*. Sous la direction du professeur G. Boutin du Département d'éducation et de formation spécialisées, ces experts, enseignants-chercheurs et formateurs québécois et français s'interrogent sur la place de la formation des enseignants dans le contexte des nombreux changements dont font l'objet les systèmes éducatifs actuels, sur la forme que devrait prendre cette formation pour répondre aux exigences de l'école et de la société et sur l'aménagement d'une transition plus adéquate entre la formation initiale et l'entrée dans le métier. Après une présentation des travaux scientifiques dans le domaine, l'ouvrage aborde les caractéristiques de l'insertion professionnelle, avant de conclure sur les avancées et limites de la formation des enseignants. Paru aux Éditions Nouvelles ●

PUBLICITÉ

LUNDI 20 OCTOBRE

Centre d'écoute et de référence

Kiosque d'information sur la prévention du suicide, jusqu'au 23 octobre, de 9h à 18h.

Grande Place du Pavillon Judith-Jasmin.

Renseignements : 987-8509
www.ecoute.uqam.ca/

École supérieure de mode

Collation des grades, à 18h.

Amphithéâtre Gésù, 1200 rue Bleury.

MARDI 21 OCTOBRE

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «La lecture efficace», de 9h30 à 11h30; 28 octobre et 4 novembre, aux mêmes heures. Inscription obligatoire.

Renseignements :

Christian Bégin
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «Exposés oraux», de 18h à 19h30 à la salle DS-2180; du 21 au 23 octobre de 12h30 à 14h à la salle DS-5300.

Pavillon J.-A.-DeSève.

Renseignements :

Christian Bégin, 987-3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

Secrétariat des instances

Collation des grades de la Faculté de science politique et de droit, à 19h.

Salle Marie-Gérin-Lajoie.

Renseignements :

www.unites.uqam.ca/instances/collation/page_principale.html

MERCREDI 22 OCTOBRE

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Colloque : «Les enjeux de la formation d'un monde multipolaire», de 14h à 19h et 24 octobre de 9h à 19h.

Centre Pierre-Péladeau, salle Salon Orange, 4^e étage.

Renseignements :

Colette Fortin, 987-6781
chaire.strat@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

VENDREDI 24 OCTOBRE

Groupe de recherche sur l'asymétrie des langues naturelles

Colloque : «Exploration de l'asymétrie aux interfaces», de 8h à 16h30 et 25 octobre de 9h à 16h30. Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Francine Tessier
987-3000, poste 2757
tessier.francine@uqam.ca
www.er.uqam.ca/nobel/asymet/conferences/2003/conf_mtl_f.html

CIRST

Conférence scientifique : «Un problème pour l'histoire et pour la philosophie des sciences : la notion de techno-science», à 12h30.

Conférencière : Sylvie Allouche, IHPST, Université de Paris 1. Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements : 987-4018
cirst@uqam.ca

MARDI 28 OCTOBRE

École de design

Midi-conférences Design et interdisciplinarité : «Ingénierie et architecture en symbiose», à 13h.

Pavillon de design, local DE-2560.

Renseignements :

987 3000, poste 4479
www.unites.uqam.ca/design

SVE-Aide et soutien à l'apprentissage

Atelier : «Mémoire et efficacité mentale», de 18h à 19h30 à la salle DS-2180; du 28 au 30 octobre de 12h30 à 14h à la salle DS-5300.

Dans la série d'ateliers-conférences «Devenir efficace dans ses études».

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-5300.

Renseignements :

Christian Bégin, 987-3185
begin.christian@uqam.ca
www.uqam.ca/aide-apprentissage

IREF (Institut de recherches et d'études féministes)

«La situation des femmes en

Afghanistan», de 12h30 à 14h.

Conférencière Ariane Brunet, coordonnatrice, Droits des femmes, Droits et démocratie.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-5215.

Renseignements :

Céline O'Dowd
987-3000, poste 6587
iref@uqam.ca
www.unites.uqam.ca/iref/

Chaire en gestion des compétences

«Les rôles et les compétences des gestionnaires supérieurs du secteur public québécois», de 14h à 17h30.

Conférenciers : Jacques Bourgault, professeur titulaire, UQAM, chargé de mission à l'ENAP; Richard Tanguay, directeur général du

soutien à la gestion des personnes, Conseil du Trésor.

Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements :

Lise Ravault, 987-3000, poste 2253
ravault.lise@uqam.ca
www.chaire-competences.uqam.ca

Département d'études littéraires

Conférence : «Le paysage et la pensée : traversée de la terre

d'Ellesmere», à 14h.

Conférencier : Jean Morisset, professeur associé au

Département de géographie.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4845.

Renseignements :

Rachel Bouvet
987-3000, poste 1438
bouvet.rachel@uqam.ca

JEUDI 30 OCTOBRE

ARUC-économie sociale

Forum : «Comités de concertation en environnement et en santé environnementale : nouvelle gouvernance?», de 17 à 19h; 31 octobre de 8h30 à 14h30.

Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements :

Luce Proulx
987-3000, poste 1666
proulx.luce@uqam.ca
www.aruc-es.uqam.ca

ESG et Chaires en gestion des compétences

Conférence : «La gestion des ressources humaines et les performances de l'entreprise», à 14h00.

Conférencière : Sylvie Guerrero,

École de commerce de Nantes et

Université de Toulon.

Pavillon des Sciences de la gestion, Salle Bell (R-2155).

VENDREDI 31 OCTOBRE

Département des sciences économiques

Séminaire : «Illegal Sports Bookmakers», à 15h30.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-5460.

Renseignements :

987-4114
www.uqam.ca/economie

Date de tombée

Les informations à paraître sous la rubrique *Sur le campus* doivent être envoyées à la rédaction au plus tard 10 jours précédant la parution du journal. Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/bref/form_calendrier.htm

Prochaines parutions :

3 et 17 novembre.

PUBLICITÉ

Occupation double... au Centre sportif!

Céline Séguin

Au départ, ils étaient près de 60 gars et 30 filles. Puis, on les a cloîtrés dans une salle fermée. Ils ont alors été minutieusement observés, examinés, jaugés. Aujourd'hui, après élimination, il ne reste plus que 15 gars et 14 filles. La crème de la crème. Non, il ne s'agit pas d'un autre *reality show* mais plutôt des deux nouvelles équipes sportives qui défendront les couleurs de l'Université au sein de la ligue universitaire de basketball.

Pour ce faire, nos «Citadins» comptent sur deux entraîneurs d'expérience avec Olga Hrycak, aux commandes de l'équipe masculine, et Jacques Verschuere, à la tête des filles. Auparavant, ces leaders dans le milieu du basket étaient respectivement entraîneur-chef des équipes masculine et féminine AAA des cégeps Dawson et Édouard-Montpetit. Tous deux affirment avoir été séduits par le défi de bâtir une équipe à partir de zéro et le rêve d'accéder au niveau universitaire après 20 ans passés au collégial.

Rapports de sexe

Première femme en Amérique du nord à entraîner une équipe masculine de basketball sur le circuit universitaire, Olga Hrycak ne rencontre aucune difficulté particulière en ce qui a trait à son autorité sur les joueurs. «Les championnats gagnés au collégial parlent pour moi. Les joueurs m'ont vu à l'œuvre ou ils me connaissent de réputation, alors je n'ai pas de problème. Les arbitres, eux, ont parfois de la difficulté!», affirme-t-elle en riant.

Jacques Verschuere a commencé à entraîner des filles par pur hasard mais aujourd'hui, il ne changerait pour rien au monde. «J'aime mieux *coacher* des filles car elles sont plus perfectionnistes et plus disciplinées que les gars dans leur façon d'apprendre la technique. Comme j'accorde une grande importance à cela, je m'entends mieux avec elles!»

Un bon entraîneur, disent-ils, doit avant tout avoir la passion pour ce qu'il fait, à laquelle doit s'ajouter



Photos : Nathalie St-Pierre

Un, deux, trois, hop! Un panier pour Katherine Charbonneau, centre, chez les Citadins.

une bonne dose de discipline personnelle, du courage, le goût des défis et la capacité de fixer des objectifs réalistes à l'aide d'un plan à court, moyen et long terme. Un bon sens de l'humour aussi, souligne Olga, tandis que Jacques insiste sur les qualités de pédagogue et de fin psychologue.

Une sélection difficile

Les dernières épreuves de sélection, affirment-ils, ont été difficiles car le niveau des joueurs était similaire en termes de talent et d'habiletés. Les critères retenus? Les qualités athlétiques (coordination, vitesse, force, dextérité), l'expérience et la compréhension du jeu, la détermination et évidemment, la grandeur. «Il n'y a pas de minimum... et surtout pas de maximum!», lance Olga. Chez les joueurs masculins, la moyenne est de 6,3 pieds, tandis que trois joueurs font 6,5. Chez les filles, la grandeur moyenne est de 5,10, avec deux joueuses qui atteignent 6 pieds. Des géants? «Pas vraiment, en comparaison des autres équipes, on est petits!» lancent les deux entraîneurs.

Évidemment, il y a aussi des critères académiques à respecter. Pour rejoindre l'équipe, les joueurs doivent être inscrits à l'UQAM à plein temps et pour demeurer éligibles, il leur faut réussir 18 crédits par année. Une exigence considérable quand on sait qu'ils pratiquent six fois par semaine avec leur entraîneur, en plus du conditionnement personnel et des matchs hors-concours. Une cadence qui va changer en novembre, avec l'ouverture de la saison qui verra nos Citadins affronter leurs rivaux des universités McGill (*Redmen*), Concordia (*Stingers*), Bishop's (*Gaiters*) et Laval (*Rouge et or*).

Chez les gars, Olga a sélectionné 15 joueurs et s'est promis de faire des rotations de manière à ce que tous puissent jouer. «Pour des raisons de cohésion, on évite souvent de le faire mais je veux une équipe qui travaille fort et des joueurs capables de s'entraîner parce qu'ils savent qu'ils vont jouer! On va occuper tout le terrain et mettre de la pression, j'ai confiance en eux!» Son équipe bénéficie en effet de recrues de haut calibre qui ont évolué dans des équipes collégiales AAA, le plus haut niveau avant l'Université. Parmi eux, Marc-André Demers, Marc-Olivier Beauchamp et Hendy Brutus, trois excellents alliés, ainsi qu'Alexandre Victor, un très bon monteur de ballon.

Chez les filles, la situation est plus difficile. L'une d'elles est blessée tandis qu'une autre, excellente garde, ne reviendra qu'en janvier, après son congé de maternité. «Même si l'équipe est peu expérimentée, on pourra compter sur des joueuses qui ont roulé au collégial AAA, telles que Mylène Paradis, Karine Leroux et notre future maman, Caroline Cadotte. Deux autres joueuses talentueuses, Amélie Hudon et Mireille Karangwa, rejoindront l'équipe en janvier.» L'entraîneur s'attend néanmoins cette année à des erreurs. «Le basket est un jeu simple qui peut devenir compliqué. Il faut deviner à l'avance ce qui va se passer. C'est un peu comme jouer aux échecs... à toute vitesse. C'est ce qui rend le jeu intéressant! Mais on va prendre de l'expérience et on pourra surprendre nos adversaires.»



Quand Marc-André Demers (6 pi 4 po, 230 lb) s'empare du ballon... tassez-vous de d'là!

CALENDRIER DES MATCHS – BASKETBALL

DATE	VISITEUR	RECEVEUR
Novembre		
VENDREDI 7	UQAM	BISHOP'S
SAMEDI 8	MCGILL	UQAM
VENDREDI 14	UQAM	MCGILL
SAMEDI 15	LAVAL	UQAM
SAMEDI 22	BISHOP'S	UQAM
SAMEDI 29	CONCORDIA	UQAM
Janvier		
VENDREDI 9	UQAM	LAVAL
VENDREDI 16	UQAM	CONCORDIA
VENDREDI 30	UQAM	LAVAL
SAMEDI 31	CONCORDIA	UQAM
Février		
VENDREDI 6	UQAM	MCGILL
SAMEDI 7	LAVAL	UQAM
VENDREDI 13	BISHOP'S	UQAM
VENDREDI 20	UQAM	BISHOP'S
SAMEDI 21	MCGILL	UQAM
VENDREDI 27	UQAM	CONCORDIA
HORAIRE POUR TOUS LES MATCHS		
ÉQUIPE FÉMININE18:00	
ÉQUIPE MASCULINE20:00	
BILLET INDIVIDUEL	4 \$	ÉTUDIANT
	5 \$	AUTRE
BILLETS DE SAISON	20 \$	ÉTUDIANT
(16 MATCHS À DOMICILE)	30 \$	AUTRE

Fait à noter, si tous ces joueurs et joueuses partagent la passion du basket — la plupart jouent depuis le secondaire voire avant! — leurs intérêts académiques sont des plus diversifiés : administration, histoire, biologie, sciences de l'environnement, mathématiques, enseignement, éducation physique... Ce sont des joueurs de haut niveau qui n'envisagent pas une carrière sportive. Ils ont la pas-

sion du basket, assez pour s'imposer une discipline de fer afin de continuer à pratiquer ce sport tout en poursuivant leurs études. On pourra les voir et les encourager lors de leur premier match à domicile qui aura lieu samedi le 8 novembre au Centre sportif. C'est un rendez-vous! ●

SUR INTERNET
www.uqam.ca/sports

Gagnants des billets du CPP

Le gagnant du tirage hebdomadaire du Centre Pierre-Péladeau du vendredi 3 octobre est M. Robert Vallée, employé à la conciergerie, Service des immeubles et de l'équipement de l'UQAM. Pure coïncidence, la gagnante du tirage du 10 octobre est Mme Diane Vallée, bibliothécaire à l'École supérieure de mode de Montréal. M. et Mme Vallée gagnent donc chacun une paire de billets pour un concert de leur choix parmi ceux de la programmation 2003-2004 du Centre Pierre-Péladeau..

Bulletin de participation pour le tirage hebdomadaire d'une paire de billets, au choix du gagnant, pour une activité de la programmation 2003-2004 du Centre Pierre-Péladeau. Sont éligibles au tirage tous les employé(e)s et étudiant(e)s de l'UQAM. Les gagnants devront présenter une *Carte UQAM* d'employé ou d'étudiant pour réclamer leur prix. Une même personne ne pourra gagner plus d'une fois au cours de la saison 2003-2004 afin de laisser la chance au plus grand nombre de profiter de cette offre de billets gratuits.

[Écrire en lettres moulées]

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone : _____

Étudiant(e) – Programme : _____

Employé(e) – Fonction : _____

À déposer dans la boîte de tirage située dans le hall du Centre Pierre-Péladeau. Les tirages se feront tous les vendredis, à 16h, jusqu'au 7 mai 2004. Les gagnants seront notifiés le lundi suivant.

Le journal *L'UQAM* publiera le nom des gagnants à chacune de ses parutions.